

[REDACTED]

à

Monsieur le Préfet de la Savoie  
et  
Monsieur l'enquêteur  
enquête publique concernant le projet  
d'extension de la carrière VICAT à Montagnole

Jacob-Bellecombette le 31 octobre 2022

Monsieur le Préfet de la Savoie  
Monsieur l'enquêteur

Dans le cadre de l'enquête publique concernant le projet de la société Vicat d'intensifier ses activités d'exploitation de la carrière de Montagnole, je me permets de vous adresser ce mail pour vous part de mes réserves et objections.

J'habite sur le haut de la commune de Jacob-Bellecombette, tout près de ce site d'exploitation.

Quand nous avons emménagé sur cette commune, la société Vicat/Chiron exploitait déjà ce site et les nuisances étaient nombreuses et permanentes ; bruit continu, poussières, tirs de mines qui faisaient vibrer la maison et avaient même provoqué des fissures de carrelage chez un voisin.

Puis l'activité d'extraction de roches et de leur traitement avait changé et, par comparaison, le voisinage avait pu mesurer les nuisances subies auparavant.

Il est à craindre, avec l'extension de la zone d'exploitation d'une part, et avec l'intensification de l'exploitation d'autre part, que bon nombre de ces nuisances ne refassent leur réapparition, et peut-être de nouvelles, telles que l'impact sur la qualité de l'eau (eaux de ruisseau et eaux souterraines) provoqué par des infiltrations, ou l'impact sur la faune et la flore.

C'est pourquoi, je me permets de vous demander de bien vouloir assortir l'autorisation d'exploiter d'un certain nombre de réserves et de conditions :

1) que les concasseurs soient insonorisés et équipés de filtres puissants contre les poussières ;

2) que les tirs de mines soient annoncés en avance par rmail et/ou sms, et qu'ils soient limités en intensité, et contrôlés,  
assortis de constats d'huissier aux frais de l'exploitant.

3) que l'on puisse faire constater par huissier, aux frais de la société Vicat, l'état de nos maisons par un cabinet indépendant, avant le début de l'exploitation nouvelle, et si besoin après l'apparition de dégradations sur nos maisons ;  
et que des détecteurs permanents soient positionnés à proximité du site d'exploitation, sur les veines rocheuses ;

.../...

.../...

- 4) que les déchets dits « inertes » destinés à reboucher le trou le soient effectivement, et que des contrôles inopinés et fréquents puissent être effectués par un cabinet indépendant auxquels pourraient assister les riverains constitués en association, le but étant de vérifier que ces déchets ne contiennent pas de substances toxiques ou polluantes pour les sols, et pour l'eau (telles que vieux goudrons de route, huiles de vidange, vieilles peintures murales ou bois traités, etc.) ;
- 5) que l'augmentation du volume de la production soit conditionnée à la mise en service du convoyeur afin de ne pas augmenter le trafic routier ;
- 6) que les camions soient bâchés (à plein comme à vide) pour limiter la dispersion de poussières ;
- 7) que toutes les sources de nuisances sonores soient interrompues pendant les heures de repas ;
- 8) que le le trafic routier des camions soient interrompu aux heures d'affluence routière (heures où les gens vont au travail et en reviennent et aux heures d'entrée et de sorties des écoles) ;
- 9) qu'une commission pluripartite (incluant les riverains) soit créée afin de participer aux décisions , et aux contrôles ;
- 10) que l'autorisation d'exploitation soit accordée pour une durée de 15 ans (au plus 20) et non 30 afin de réétudier le dossier (bilan et nouvelles perspectives ) au terme de ces 15 ans ;

Espérant que vous prendrez en compte ces remarques, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet et Monsieur l'enquêteur, l'expression de notre considération distinguée et de notre profond respect,

Gérard et Christine DELÉAN

[Redacted signature line]

[Redacted signature block]